

Annonce d'une prime sous conditions d'un côté, congélation des salaires des fonctionnaires pour deux ans de l'autre, le gouvernement répond par le cynisme à la pression revendicative sur les salaires.

Voilà des mois que la presse quotidienne régionale, devançant d'une longueur les éditorialistes de la presse parisienne, relate les conflits sur les salaires qui se déroulent partout dans le pays. Partout, les mêmes exigences de rattrapage du niveau de vie et du pouvoir d'achat. Partout, la même volonté d'en finir avec le gel des salaires sous prétexte de la crise. Partout, l'exigence d'un autre partage de la richesse créée par les entreprises dont les résultats sont repartis à la hausse.

Les négociations annuelles obligatoires, quand elles se déroulent, ne soldent pas les contentieux salariaux. L'exigence de négociation est forte et s'exprime par des débrayages, des grèves massives et le plus souvent unitaires. Des entreprises petites ou grandes qui n'avaient connu aucun conflit sont aujourd'hui secouées par des grèves.

Cette conflictualité est décrite par certains comme un phénomène saisonnier lié à la publication des résultats des entreprises et à la période des NAO (négociations annuelles obligatoires). C'est une vision un peu courte qui ne traduit pas la profondeur du malaise.

- ▶ Voilà des années que les salaires n'ont pas -ou pas assez- augmenté dans certaines branches ou entreprises.
- ▶ **Les inégalités entre les hommes et les femmes** persistent en dépit de nombreux textes en vigueur et les entreprises ne sont pas véritablement mises en demeure de négocier pour combler ces inégalités.
- ▶ **Les qualifications et les responsabilités ne sont pas reconnues** dans les grilles conventionnelles, alors que les jeunes qui arrivent dans la vie active sont de plus en plus diplômés.
- ▶ **Les entreprises sont constamment incitées, encouragées financièrement** par les dispositifs gouvernementaux à maintenir les salaires à minima et à tirer les grilles de rémunérations vers le bas.
- ▶ **Les salaires sont de plus en plus individualisés** sur la base de critères de plus en plus rejetés par les salariés car ils les mettent en compétition.
- ▶ **Les salaires sont déstructurés** par l'introduction de dispositifs tels que participation, intéressement, actionnariat salarié, plan d'épargne retraite... qui bénéficient là encore d'aides sociales et fiscales.
- ▶ **La faiblesse des salaires** est d'autant plus patente que nous subissons, en effet, une inflation plus forte que prévue. Mais l'arbre des prix ne doit pas cacher le maquis des politiques salariales qui sont tirées vers le bas grâce aux différentes mesures gouvernementales telles les exonérations des cotisations patronales, la défiscalisation des heures supplémentaires et toutes les mesures fiscales dérogatoires accordées aux entreprises (140 milliards d'euros en tout). Celles-ci, a rappelé la CGT, « n'ont eu pour seul objectif que d'inciter les employeurs à ne pas augmenter les salaires ».

La baisse du pouvoir d'achat n'est pas un simple ressenti, une illusion d'optique comme l'ont prétendu certains "experts" il ya quelques mois. C'est une réalité qui freine la consommation et tire notre économie vers le bas en empêchant la demande de soutenir l'activité.

Cette montée en puissance des conflits salariaux, la pugnacité et le plus souvent l'unité syndicale qui les cimenter ont obligé le gouvernement à sortir du bois pour répondre à l'impatience sociale.

Mais pour éviter la question de fond, le gouvernement contourne l'obstacle en annonçant une prime

Salaires : pour sortir de la crise, il y a urgence !

Published on CGT FINANCES PUBLIQUES (<https://www.cgtfinancespubliques.fr>)

dont les contours ressemblent à une usine à gaz. Or, ce dont les salariés ont besoin, ce n'est pas d'une prime sous conditions, c'est d'une véritable augmentation générale pérenne et conséquente.

Il y a quelque chose de cynique dans la posture de ce gouvernement qui demande aux "partenaires sociaux" de négocier et mettre en place cette prime dont pas une organisation syndicale ne veut et qui annonce dans le même temps la congélation des salaires des fonctionnaires pour 2011 et 2012 !

Faites ce que je dis... pas ce que je fais !

Public: [statut catégorie négociations](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
